AFFAIRES PHARES

2024

Liste des affaires recommandées par le Jurisconsulte et approuvées par le Bureau

Cour européenne des droits de l'homme

Mai 2025

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

NOTE

Une sélection des affaires les plus importantes traitées par la Cour (dénommées « affaires phares ») est effectuée chaque trimestre par le Bureau, sur recommandation du jurisconsulte (voir le titre I, chapitres II et III, du règlement de la Cour sur les rôles respectifs du Bureau et du jurisconsulte). Cette liste comprend la sélection des affaires phares pour 2024.

Les affaires sont répertoriées selon les articles et mots-clés pertinents de la Convention, puis présentées par État défendeur et nom des requérants. Elles sont également répertoriées sous le niveau d'importance « Affaires phares » dans la base de données HUDOC sur la jurisprudence de la Cour.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « (non définifif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter ce document.

Article 44 § 2 – Arrêts définitifs

L'arrêt d'une chambre devient définitif

a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ; ou

b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé ; ou

c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Sommaire

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE 4

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT DÉFENDEUR 14

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT 16

Affaires présentées par article

ARTICLE 1

RESPONSABILITÉ DES ÉTATS

Juridiction territoriale du Portugal établie à l'égard de griefs formulés par un groupe de jeunes Portugais relativement aux dommages causés par le changement climatique

Absence de juridiction extraterritoriale des autres États défendeurs : *irrecevable*

Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres **(déc.) [GC], n° 39371/20, 9 avril 2024**

Décision | Résumé juridique

JURIDICTION DES ÉTATS

Juridiction de la France quant à la captation des données des utilisateurs d'EncroChat et la transmission par ses autorités des données des utilisateurs localisés au Royaume-Uni aux autorités de cet État, en exécution d'une décision d'enquête européenne

A.L. et E.J. c. France **(déc.), n^os^ 44715/20 et 47930/21, 24 septembre 2024**

Décision | Résumé juridique

ARTICLE 4

Obligations positives

Enquête effective

SERVITUDE

TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

TRAVAIL FORCÉ

Manquement à l'obligation de protéger des travailleuses migrantes en situation irrégulière contre la traite d'êtres humains et la servitude et d'enquêter sur les infractions commises contre elles : *violation*

***F.M. et autres c. Russie*, n^os^ 71671/16 et 40190/18, 10 décembre 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 5

VOIES LÉGALES

Arrestation et détention provisoire d'un juge du Mécanisme international des Nations unies appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux malgré son immunité diplomatique : *violation*

***Aydın Sefa Akay c. Türkiye*, n° 59/17, 23 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

PRIVATION DE LIBERTÉ

Assignation à résidence préventive de requérants suspectés de possibles actions violentes lors du sommet de la COP 21 constituant une restriction de liberté : *irrecevable*

***Domenjoud c. France*, n^os^ 34749/16 et 79607/17, 16 mai 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (administratif et civil)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL

Absence d'accès effectif à un tribunal relativement au grief de l'association requérante concernant la mise en œuvre effective de mesures d'atténuation prévues par le droit interne : *article 6 applicable ; violation*

***Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* [GC], nº 53600/20, 9 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (civil)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL

Grief, formulé par des victimes d'infractions alléguées qui ont participé aux procédures pénales y afférentes, consistant à dire que l'inaction du juge d'instruction a abouti à la prescription desdites infractions alléguées et les a en conséquence empêchées d'obtenir une décision sur leurs prétentions de caractère civil : *non-violation*

***Fabbri et autres c. Saint-Marin* [GC], nos 6319/21 et al., 24 septembre 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (pénal)

PROCÈS ÉQUITABLE

Validité d'une déclaration de renonciation à son droit à l'assistance d'un avocat signée par le requérant au cours d'une détention non reconnue et alors qu'il se trouvait en état de manque : *violation*

***Bogdan c. Ukraine*, nº 3016/16, 8 février 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 2

PRÉSOMPTION D'INNOCENCE

Refus d'indemnisations pour erreur judiciaire, à la suite de l'annulation des condamnations pénales des requérants au motif qu'elles ne reposaient pas sur des « bases solides », parce qu'un nouveau critère légal n'avait pas été satisfait : *non-violation*

Nealon et Hallam c. Royaume-Uni **[GC], n^{os} 32483/19 et 35049/19, 11 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 c)

SE DÉFENDRE AVEC L'ASSISTANCE D'UN DÉFENSEUR

Validité d'une déclaration de renonciation à son droit à l'assistance d'un avocat signée par le requérant au cours d'une détention non reconnue et alors qu'il se trouvait en état de manque : *violation*

Bogdan c. Ukraine**, n° 3016/16, 8 février 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 8

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Manquement de l'État défendeur à son obligation positive de lutter contre le changement climatique : *article 8 applicable ; violation*

Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse **[GC], n° 53600/20, 9 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Fouille corporelle d'un juge du Mécanisme international des Nations unies appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et perquisition de son domicile malgré son immunité diplomatique : *violation*

Aydın Sefa Akay c. Türkiye**, n° 59/17, 23 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour un malade en phase terminale, atteint d'une maladie neurodégénérative incurable, d'obtenir une aide à mourir, en raison d'une interdiction générale de portée extraterritoriale : *non-violation*

***Dániel Karsai c. Hongrie*, n° 32312/23, 13 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant à une peine de vingt jours d'emprisonnement pour avoir mendié dans une rue piétonne à Copenhague : *article 8 inapplicable ; irrecevable*

***Dian c. Danemark* (déc.), n° 44002/22, 21 mai 2024**

Décision | Résumé juridique

Mesures d'aménagement des fonctions imposées à des professionnels de santé et à des travailleurs du secteur de la santé sociale ayant refusé de se faire vacciner contre la Covid-19 : *non-violation*

***Pasquinelli et autres c. Saint-Marin*, n° 24622/22, 29 août 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Administration à une femme témoin de Jéhovah, au cours d'une intervention chirurgicale d'urgence, d'un traitement médical consistant en des transfusions sanguines, malgré le refus de tout type de transfusion sanguine qu'avait exprimé l'intéressée : *violation*

***Pindo Mulla c. Espagne* [GC], n° 15541/20, 17 septembre 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Incrimination générale et absolue de l'achat d'actes sexuels s'inscrivant dans un dispositif législatif global de lutte contre la pratique prostitutionnelle et la traite des êtres humains : *non-violation*

***M.A. et autres c. France*, n° 63664/19 et al., 25 juillet 2024**

Arrêt | Résumé juridique

RESPECT DU DOMICILE

Fouille corporelle d'un juge du Mécanisme international des Nations unies appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et perquisition de son domicile malgré son immunité diplomatique : *violation*

***Aydın Sefa Akay c. Türkiye*, n° 59/17, 23 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

OBLIGATIONS POSITIVES

Manquement de l'État défendeur à son obligation positive de lutter contre le changement climatique : *article 8 applicable ; violation*

***Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* [GC], nº 53600/20, 9 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Impossibilité pour un malade en phase terminale, atteint d'une maladie neurodégénérative incurable, d'obtenir une aide à mourir, en raison d'une interdiction générale de portée extraterritoriale : *non-violation*

***Dániel Karsai c. Hongrie*, nº 32312/23, 13 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 9

LIBERTÉ DE RELIGION

MANIFESTER SA RELIGION OU SA CONVICTION

Décrets des Régions flamande et wallonne interdisant l'abattage des animaux sans étourdissement préalable, tout en prévoyant un étourdissement réversible pour l'abattage rituel : *non-violation*

***Executief van de Moslims van België et autres c. Belgique*, nos 16760/22 et al., 13 février 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

DISCRIMINATION

Décrets des Régions flamande et wallonne interdisant l'abattage des animaux sans étourdissement préalable, tout en prévoyant un étourdissement réversible pour l'abattage rituel : *non-violation*

***Executief van de Moslims van België et autres c. Belgique*, nos 16760/22 et al., 13 février 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Discrimination alléguée entre les patients qui sont dépendants d'un traitement de survie et les patients qui ne le sont pas et qui, en conséquence, ne peuvent pas hâter leur décès en refusant un tel traitement : *non-violation*

***Dániel Karsai c. Hongrie*, n° 32312/23, 13 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Inaction des autorités internes s'analysant en une discrimination à l'égard des requérantes en tant que travailleuses migrantes en situation irrégulière : *violation*

***F.M. et autres c. Russie*, nos 71671/16 et 40190/18, 10 décembre 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 15

DÉROGATION EN CAS D'ÉTAT D'URGENCE

Assignation à résidence préventive de l'un des deux requérants suspectés de possibles actions violentes lors du sommet de la COP 21, prise sur le fondement d'une loi sur l'état d'urgence déclaré à la suite d'attentats terroristes : *non couverte par la dérogation*

***Domenjoud c. France*, nos 34749/16 et 79607/17, 16 mai 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 33

REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Pratiques administratives adoptées par des autorités russes principalement en Crimée à l'origine de violations multiples de la Convention

***Ukraine c. Russie (Crimée)* [GC], nos 20958/14 et 38334/18, 25 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 34

VICTIME

Qualité de victime des requérantes individuelles et qualité pour agir de l'association requérante pour les griefs touchant au changement climatique : *irrecevable en ce qui concerne les requérantes individuelles ; qualité pour agir reconnue à l'association requérante*

***Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* [GC], nº 53600/20, 9 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Qualité de victime reconnue sans exiger des requérants la démonstration de faits qui reviendrait à les contraindre à s'auto-incriminer : *exception préliminaire rejetée*

***A.L. et E.J. c. France* (déc.), nos 44715/20 et 47930/21, 24 septembre 2024**

Décision | Résumé juridique

LOCUS STANDI

Qualité de victime des requérantes individuelles et qualité pour agir de l'association requérante pour les griefs touchant au changement climatique : *irrecevable en ce qui concerne les requérantes individuelles ; qualité pour agir reconnue à l'association requérante*

***Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* [GC], nº 53600/20, 9 avril 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 35

Article 35 § 1

ÉPUISEMENT DES VOIES DE RECOURS INTERNES

RECOURS INTERNE EFFECTIF

Requête introduite devant la Cour sans qu'aucun des recours disponibles dans l'ordre juridique interne portugais pour faire valoir des griefs relatifs au changement climatique n'ait été exercé : *irrecevable*

***Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres* (déc.) [GC], nº 39371/20, 9 avril 2024**

Décision | Résumé juridique

Requérants britanniques n'ayant pas épuisé une voie de recours interne permettant de contester de façon effective en France la transmission de données effectuée en exécution d'une décision d'enquête européenne émise par le Royaume-Uni et la mesure de captation ayant permis de collecter ces données : *irrecevable*

***A.L. et E.J. c. France* (déc.), n^os^ 44715/20 et 47930/21, 24 septembre 2024**

Décision | Résumé juridique

Article 35 § 3 a)

RATIONE PERSONAE

Grief présenté par l'ancien maire de la commune de Grande-Synthe et tiré d'une insuffisance de l'action de la France dans la lutte contre le changement climatique : *irrecevable (incompatibilité ratione personae)*

***Carême c. France* (déc.) [GC], n^o^ 7189/21, 9 avril 2024**

Décision | Résumé juridique

ARTICLE 46

Article 46 § 2

EXÉCUTION DE L'ARRÊT

MESURES INDIVIDUELLES

Mesures que doit prendre l'État défendeur pour assurer le retour en toute sécurité de détenus transférés dans des établissements pénitentiaires situés sur le territoire de la Fédération de Russie

***Ukraine c. Russie (Crimée)* [GC], n^os^ 20958/14 et 38334/18, 25 juin 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE 1

Article 1 § 1

RESPECT DES BIENS

Décision de confiscation émise par les autorités italiennes dans le but d'obtenir la restitution par le musée Getty, situé aux États-Unis, d'une statue de bronze de la période grecque classique : *non-violation*

***The J. Paul Getty Trust et autres c. Italie*, n° 35271/19, 2 mai 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE 12

INTERDICTION GÉNÉRALE DE LA DISCRIMINATION

Limite d'âge de 35 ans imposée à un concours public de recrutement d'agents de police de premier grade nécessaire pour assurer et maintenir la capacité fonctionnelle de ladite police : *non-violation*

***Ferrero Quintana c. Espagne*, n° 2669/19, 26 novembre 2024**

Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE 4

Article 2 § 1

LIBERTÉ DE CIRCULATION

Assignation à résidence préventive, de deux requérants suspectés de possibles actions violentes lors du sommet de la COP 21, prise sur le fondement d'une loi sur l'état d'urgence déclaré à la suite d'attentats terroristes : *non-violation, violation*

***Domenjoud c. France*, n^os^ 34749/16 et 79607/17, 16 mai 2024**

Arrêt | Résumé juridique

Affaires présentées par État défendeur

BELGIQUE

Executief van de Moslims van België et autres c. Belgique, n^{os} 16760/22 et al., 13 février 2024
Arrêt | Résumé juridique

DANEMARK

Dian c. Danemark (déc.), n^{o} 44002/22, 21 mai 2024
Décision | Résumé juridique

ESPAGNE

Ferrero Quintana c. Espagne, n^{o} 2669/19, 26 novembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

Pindo Mulla c. Espagne [GC], n^{o} 15541/20, 17 septembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

FRANCE

A.L. et E.J. c. France (déc.), n^{os} 44715/20 et 47930/21, 24 septembre 2024
Décision | Résumé juridique

Carême c. France (déc.) [GC], n^{o} 7189/21, 9 avril 2024
Décision | Résumé juridique

Domenjoud c. France, n^{os} 34749/16 et 79607/17, 16 mai 2024
Arrêt | Résumé juridique

M.A. et autres c. France, n^{o} 63664/19 et al., 25 juillet 2024
Arrêt | Résumé juridique

HONGRIE

Dániel Karsai c. Hongrie, n^{o} 32312/23, 13 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

ITALIE

The J. Paul Getty Trust et autres c. Italie, n^{o} 35271/19, 2 mai 2024
Arrêt | Résumé juridique

PORTUGAL

Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres (déc.) [GC], n^{o} 39371/20, 9 avril 2024
Décision | Résumé juridique

ROYAUME-UNI

Nealon et Hallam c. Royaume-Uni [GC], n^{os} 32483/19 et 35049/19, 11 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

RUSSIE

F.M. et autres c. Russie, n^{os} 71671/16 et 40190/18, 10 décembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

Ukraine c. Russie (Crimée) [GC], n^{os} 20958/14 et 38334/18, 25 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

SAN MARIN

Fabbri et autres c. Saint-Marin [GC], n^{os} 6319/21 et al., 24 septembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

Pasquinelli et autres c. Saint-Marin, n^{o} 24622/22, 29 août 2024
Arrêt | Résumé juridique

SUISSE

Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse [GC], n^{o} 53600/20, 9 avril 2024
Arrêt | Résumé juridique

TÜRKIYE

Aydın Sefa Akay c. Türkiye, n^{o} 59/17, 23 avril 2024
Arrêt | Résumé juridique

UKRAINE

Bogdan c. Ukraine, n^{o} 3016/16, 8 février 2024
Arrêt | Résumé juridique

Affaires présentées par requérant

A

A.L. et E.J. c. France (déc.), nos 44715/20 et 47930/21, 24 septembre 2024
Décision | Résumé juridique

Aydın Sefa Akay c. Türkiye, no 59/17, 23 avril 2024
Arrêt | Résumé juridique

B

Bogdan c. Ukraine, no 3016/16, 8 février 2024
Arrêt | Résumé juridique

C

Carême c. France (déc.) [GC], no 7189/21, 9 avril 2024
Décision | Résumé juridique

D

Dániel Karsai c. Hongrie, no 32312/23, 13 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

Dian c. Danemark (déc.), no 44002/22, 21 mai 2024
Décision | Résumé juridique

Domenjoud c. France, nos 34749/16 et 79607/17, 16 mai 2024
Arrêt | Résumé juridique

Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres (déc.) [GC], no 39371/20, 9 avril 2024
Décision | Résumé juridique

E

Executief van de Moslims van België et autres c. Belgique, nos 16760/22 et al., 13 février 2024
Arrêt | Résumé juridique

F

F.M. et autres c. Russie, nos 71671/16 et 40190/18, 10 décembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

Fabbri et autres c. Saint-Marin [GC], nos 6319/21 et al., 24 septembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

Ferrero Quintana c. Espagne, no 2669/19, 26 novembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

M

M.A. et autres c. France, no 63664/19 et al., 25 juillet 2024
Arrêt | Résumé juridique

N

Nealon et Hallam c. Royaume-Uni [GC], nos 32483/19 et 35049/19, 11 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

P

Pasquinelli et autres c. Saint-Marin, no 24622/22, 29 août 2024
Arrêt | Résumé juridique

Pindo Mulla c. Espagne [GC], no 15541/20, 17 septembre 2024
Arrêt | Résumé juridique

T

The J. Paul Getty Trust et autres c. Italie, no 35271/19, 2 mai 2024
Arrêt | Résumé juridique

U

Ukraine c. Russie (Crimée) [GC], nos 20958/14 et 38334/18, 25 juin 2024
Arrêt | Résumé juridique

V

Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse [GC], no 53600/20, 9 avril 2024
Arrêt | Résumé juridique